8 juillet 2014 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-estoniennes, la situation en Ukraine et sur la construction européenne, à Paris le 8 juillet 2014.

LE PRESIDENT
« Mesdames, Messieurs,
J'ai reçu pour la première fois le Premier ministre estonien, le nouveau Premier ministre, le plus jeune Premier ministre, celui qui siège au Conseil européen depuis quelques semaines.
C'est sa première visite en France comme Chef du gouvernement. Nous avons entre nos deux pays des relations politiques aussi simples que possible, aussi claires que nécessaire. Et sur le plan économique, nous avons des domaines de coopération qui ne peuvent que se développer, notamment dans le domaine du numérique. Le Premier ministre estonien m'en a fait la démonstration. Notamment pour tout ce qui est sécurité pour les signatures et pour l'accès à un certain nombre de documents, et il y a une coopération d'ailleurs entre entreprises estoniennes et entreprises françaises.
Dans le domaine de l'énergie, l'Estonie est un producteur d'énergies à partir de schiste bitumineux ce qui en fait d'ailleurs un pays exceptionnel en Europe et ce qui doit conduire là aussi à des coopérations sur le plan technologique à des positions communes sur une politique de l'énergie à l'échelle de l'Europe.
Enfin, dans le domaine des transports, il y a plusieurs projets qui peuvent intéresser les entreprises françaises, et nous en avons parlé. Mais ce qui a essentiellement occupé notre discussion de ce matin, c'est la situation en Ukraine et ce qu'elle produit dans la région. J'ai eu plusieurs conversations ces derniers jours avant la rupture du cessez-le-feu avec Madame MERKEL et Monsieur POROCHENKO comme avec Monsieur POUTINE, et après la fin du cessez-le-feu, encore hier avec Monsieur OBAMA et demain j'aurai un entretien avec Madame MERKEL et M. POROCHENKO.
Nous sommes conscients, le Premier ministre estonien et moi-même, que tout doit être fait pour retrouver une sortie politique. Même s'il y a aujourd'hui des opérations militaires, à la suite de la rupture du cessez-le-feu, nous devons faire prévaloir les cinq conditions qui ont été posées et qui devraient être les bases d'un règlement de la crise ukrainienne.
Ces cinq conditions je ne les répète pas, vous les connaissez aussi bien pour le contrôle des frontières que pour le dialogue politique, que pour la libération des otages, que pour le refus de toute intervention venant de l'extérieur et enfin pour régler les questions commerciales entre l'Ukraine et la Russie, et notamment la question du gaz.
Nous préparons le Conseil européen dans cet esprit. Vous savez qu'il aura lieu le 16 Juillet, au lendemain d'ailleurs du vote du Parlement européen sur la proposition du Conseil qui est d'investir Monsieur JUNCKER. Mais le 16 nous aurons à évoquer ensemble la situation de l'Ukraine et à voir les mesures qu'il sera nécessaire de prendre, conformément à nos décisions antérieures.
Nous avons également parlé des conséquences pour la région et de ce que nous faisons, la France avec d'autres, pour assurer la police du ciel dans les pays baltes. Et par rapport à l'Estonie, de faire en sorte que ce que nous avons engagé comme opération, qui va se terminer à la fin du mois d'août, puisse être le plus efficace possible.

la fin du mois d'août, puisse être le plus efficace possible.
Il y aura, au mois de septembre, une réunion très importante, le sommet de l'OTAN et nous aurons, là aussi, l'occasion de bien définir au titre de l'article 5 ce que nous avons à faire pour les pays qui sont membres de l'OTAN.
Pour le rapport avec l'Ukraine, vous connaissez la position de la France, c'est de faire en sorte qu'il puisse y avoir des accords, des processus, mais nous ne sommes pas favorables à une adhésion.
Je veux, enfin, évoquer l'Europe puisque nous avons travaillé ensemble pour établir le mandat qui va être confié à la Commission européenne et nous sommes d'accord pour dire que cela doit être autour de la croissance, de l'emploi, de la politique énergétique et du développement des nouvelles technologies, dont l'Estonie veut se faire la vitrine.
Je pense que le Premier ministre ne manquera pas de vous montrer tout ce qu'il fait dans ce domaine et qui montre que l'Europe ne doit avoir aucun complexe par rapport à d'autres grands pays du monde en matière de nouvelles technologies.
Nous sommes capables d'inventer des applications, de mettre en uvre des processus et de créer une économie de la connaissance, de la technologie et du numérique en Europe. C'est, je pense, la contribution de l'Estonie, aussi, à la croissance en Europe. Je veux remercier une nouvelle fois le Premier ministre ROIVAS d'être venu nous visiter, ici, à Paris. »